

Les Rocheuses font partie de la paroisse

Paul Chamberland

Volume 34, Number 5 (203), October 1992

Le Québec des écrivains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31400ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chamberland, P. (1992). Les Rocheuses font partie de la paroisse. *Liberté*, 34(5), 26–29.

PAUL CHAMBERLAND

LES ROCHEUSES FONT PARTIE DE LA PAROISSE

Un jour j'aurai dit oui à ma naissance.

Gaston Miron

Le manque d'envergure et l'intelligence ne sont pas incompatibles. On pourrait toutefois difficilement soutenir que la roublardise du maquignon soit une qualité qui distingue un chef d'État. Maquignon, ou «directeur du service des ventes», ou tenancier de casino, ou premier ministre d'une «province comme les autres», oui, à la rigueur, ça revient au même. C'est en tout cas ce que donnent à penser la «vision» et les agissements d'un Robert Bourassa. Le destin d'un peuple rapetissé à la dimension d'une carte tenue en réserve dans une manche, la souveraineté ainsi représentée comme enjeu d'une partie de poker, voilà qui donne la mesure de l'homme.

*

Le père a foutu le camp depuis longtemps. N'empêche, à chaque fois que les enfants veulent prendre leur sort en main (ils grandissent!), la mère menace: «Attendez que votre père revienne à la maison!» Ceux qui cèdent à l'intimidation sont *toujours* des Canadiens français. Ils sont encore assez nombreux pour s'élire un premier ministre. Et

l'énormité des montagnes Rocheuses rend inattaquable, aux yeux de l'éternel «colonisé», la dénégation de la peur et de la honte.

Le velléitaire est quand même tenté de se ressaisir quand l'humiliation passe toute mesure (Bourassa au lendemain de Meech). C'est à cette phase du sociodrame «national» que rapploquent les Grosses Voix «canadian»: on escompte, fort raisonnablement, rafraîchir les craintes et tremblements qui ramènent, dans le droit chemin du «dialogue» et des négociations, le bon garçon, qui de son côté se croit futé d'afficher sa «prudence».

Deux ans après Meech, deux ans après que le Canada ait dit non au Québec, qui lui avait dit oui dix ans plus tôt, l'ectoplasme ratiocineur qui sévit à Québec accomplit des prodiges d'intelligence à remplir sa mission impossible: nier l'évidence, entretenir le vide (constitutionnel?) de manière à retarder l'incontournable échéance qui se conclut de la dissolution avancée de l'«entité» canadienne: l'accès du Québec à la pleine souveraineté, à l'indépendance. Seulement, on ne parvient pas à la condition adulte par défaut: il faut faire le saut, ayant jugé naturel et légitime de disposer de soi-même. Tenir la volonté de s'assumer pour de l'aventurisme, et travestir l'irrésolution en sens des responsabilités, à la manière de Bourassa, n'est-ce pas, pour un peuple, faire une vertu de l'acharnement à ne pas être, de l'autonégation? Toujours la même bonne vieille rengaine. Cet homme est le symptôme «national» en personne.

*

Il n'y a pas longtemps je lisais sur un panneau-réclame: MON PAYS, C'EST LE CONFORT! Une pub de Fiberglass Canada Inc. L'annonceur nous révélerait-il ainsi le secret de la fibre ontologique canadienne? Éliminez le laconisme propre au genre publicitaire et vous aurez l'habituel propos des Bourassa, Mulroney, Chrétien et autres promoteurs du Canada

Inc. Le Canada est une bonne affaire, point. Si quelqu'un trouve autre chose dans la propagande fédéraliste, je l'invite à m'en communiquer l'arcane.

L'astuce sémantique de la pub de Fiberglass tient, bien entendu, au tissage serré des citations implicites. *Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est le confort et l'indifférence*. L'argument brandi comme le plus sérieux par ceux de la Bonne Affaire, c'est «how much (comme dans *Dynasty*) l'indépendance?» Le Canadien français, s'il tient à ses inhibitions, ne doit jamais se demander combien «coûte» la fédération canadienne. Autrement, le retour du refoulé aurait le goût très désagréable de ces deux syllabes: «vendu».

Trancher au critère de son coût la question de l'indépendance, c'est d'avance ne s'être reconnu d'autres pays que mon char, ma maison, mon vidéo, mes séjours en Floride, ni d'autres compatriotes que des groins consommateurs. Ça fait encore, aux dernières nouvelles, beaucoup de monde. Aussi le plus sévère obstacle à l'indépendance est-il ce nihilisme politique, cette irresponsabilité de «citoyens» pour qui une réalité autre que celle de leurs intérêts «privés» est dénuée de sens. Certes, vouloir sa liberté et assurer son intégrité exigent qu'on y mette le prix.

*

En finir. En finir avec le nationalisme défensif de qui ne veut pas devenir majeur. La liberté ne se quémante pas, elle se prend. Le ressentiment du velléitaire nourrit sa propre dénégation de l'exaltation fétichisée de la différence, — d'«ethnisme». Nous étouffons dans le cercle de l'autonégation *nationaleuse*. Et c'est exactement ce qu'apprécient ceux qui redoutent la naturelle et pleine émergence d'un État français en Amérique du Nord. D'où les attaques susceptibles de renforcer le comportement autonégateur revendicatif — basses, à l'occasion, comme celles d'un Mordecai Richler, qui dénie son propre «racisme» en le projetant sur

le nationalisme «pure laine». En somme, il faut nous en prendre d'abord à nous-mêmes, car nous n'avons pas de pire ennemi.

Au cours de la manifestation réclamant la tenue du référendum québécois, le 24 mai dernier, un nouveau slogan a surgi: «Le Québec aux Nations Unies!», rendant du coup caduc «Le Québec aux Québécois», irrémédiablement entaché d'ethnicisme.

Accéder à la pleine souveraineté, porter à l'existence internationale cela qui n'a jamais été, le Québec en tant qu'État, signifie: assumer l'entière responsabilité de nous-mêmes. Et ce nous cesse alors d'être un «nous autres», un entre-nous frileux de vaincus obsédés par la proximité de l'autre. On ne «fera» jamais l'indépendance pour préserver un patrimoine et un folklore, une «différence culturelle» — car pareille visée appelle son contraire: le ghetto. En accédant à l'entière souveraineté, nous nous portons garants, devant les nations, de l'existence d'un État de droit. Une fois affranchis de la sujétion canadienne, *nous pouvons* tirer du fait historique et social de notre différence, enfin désentravée, la ressource d'une version spécifique de l'universel. Alors, le fait d'être Québécois «de souche» ne sera plus qu'une contingence apaisée, dans un pays fait de Québécois venus de partout (et de toutes époques), un pays métissé selon une couleur distinctive dans l'arc-en-ciel formé par les peuples de la Terre.